



## Syndicat National Unitaire

● Travail ● Emploi ● Formation ● Insertion



syndicat.snu-ara@pole-emploi.fr



<https://snu-ara.fr/>



snu-ara



04 72 71 52 47 - 04 72 71 12 80

### CHSCT EST du 15 octobre Déclaration du SNU : soutien aux agent-es de Rouen suite à, la catastrophe de Lubrizol

**Pour ce dernier CHSCT, qui marque un tournant dans l'histoire du droit social, le SNU a une pensée particulière pour l'ensemble des collègues de la région de Rouen.** Lors d'un CHSCT extra, dans cette région, la semaine dernière, une expertise pour risques graves a été diligentée face à la catastrophe de Lubrizol.

La direction régionale PE dans cette région a montré des failles importantes dans la gestion de cette crise. Ce dossier révèle très bien l'état déliquescence dans lequel le salarié est aujourd'hui placé en matière de protection de sa santé.

**Dans quelques semaines, avec la limitation des prérogatives des représentants du personnel,** et plus particulièrement sur ces champs des risques majeurs où le sanitaire est en première ligne, comment ces questions continueront-elles à faire l'objet d'une attention plus que première relevant très souvent de prévention simple et basique ?

**Rien que sur le 73 et le 74, 14 sites de type SEVESO** - sans entrer dans le détail du Seveso simple à moyen et haut, exposent l'ensemble des habitants et salariés à des mesures particulières.

On l'oublie. Il y a une huitaine, sur un site du 01, à proximité du Bugey et de sa centrale, les collègues échangeaient au cours de la pause méridienne sur les événements rouennais et de leurs expositions à eux potentiels au risque chimique et nucléaire. **Ils relevaient qu'ils ignoraient quoi faire,** si des protections étaient prises et des choses à mettre en œuvre.

**Sur le 38,** nous n'avons pas non plus fait d'inventaire mais les collègues sont aussi très fortement concernés. Notre région est hyper concernée et très peu de collectifs y sont sensibilisés et préparés.

**Pour le SNU ARA, nous serons attentifs au rendu de cette expertise de la Haute Normandie et ce pour exiger la mise en œuvre des axes préventifs qui seront mis à jour.**

La future instance régionale et nationale se devra de porter dès décembre ce chantier essentiel qui ne relève pas des seuls spécialistes des préventeurs, et d'une simple gestion de crise.